

AÏN DEFLA

Les contestataires à l'assaut du siège de la Wilaya

Dimanche, dès le début de la matinée, ils étaient près d'un millier de personnes à se rassembler devant la Wilaya, où ont déjà pris position des éléments de la brigade anti-émeutes qui se tenaient dans la cour, prêts à intervenir.

Femmes, enfants, jeunes et moins jeunes étaient là pour contester la façon dont a été confectionnée la liste des 434 bénéficiaires de logements sociaux, affichée mercredi dernier et qui, pour rappel, avait provoqué jeudi dans la matinée un début d'émeutes dans la ville et le blocage de la circulation sur la RN4 à l'entrée Est de Aïn Defla avec divers objets, pierres, plaques de signalisation, arbustes... et ce, après une tentative avortée d'investir le siège de la Wilaya déjouée par la police.

Tout le monde avait à la main des preuves justifiant que leur situation sociale n'a pas été considérée avec équité.

Devant l'ampleur de la contestation, le wali est venu dialoguer avec les contestataires leur promettant que cette liste serait revue dans le détail et que les recours seraient étudiés par ses soins un à un et que ceux qui n'y ouvrent pas droit seraient rayés.

Après le bref entretien, le directeur de l'exécutif local s'est retiré dans la salle de délibérations où il a commencé à recevoir des groupes et écouter leurs doléances qui pour certains étaient de véritables cris de déses-

poir. Dehors, la foule haranguée par certains individus s'est attaquée au portail d'entrée tentant de l'arracher. On a vu certains faire passer des documents à travers les barreaux de la palissade à un fonctionnaire de la Wilaya qui empilait dans une grande boîte en carton les recours et des accusés de réception des demandes, certaines datées du début des années 2000.

La tension s'est accrue quand un des contestataires a voulu passer par-dessus la palissade en fer forgé tenant une bouteille remplie d'essence pour s'immoler tout près de l'emblème national. Heureusement, il a été rattrapé à temps par des jeunes qui se trouvaient tout près et qui lui ont enlevé la bouteille d'essence. Après avoir perdu l'équilibre et tombé sur le dos, il a été évacué aux UMC de l'hôpital Makour-Hamou jouxtant la Wilaya.

Au milieu de la foule, dehors, sous un soleil de plomb, un autre responsable s'est adressé aux contestataires qui lui ont demandé où se trouvait le chef de daïra, président de la commission de distribution «entachée d'injustices flagrantes au détriment de ceux qui sont réellement dans le besoin d'être logés (...) où était le maire qui est censé nous administrer de manière juste et dans la transparence et nous représenter dans cette commission ?»

«Il est retraitsable, donc il ne se soucie pas trop de la portée de sa mission (...) des rap-

ports seront transmis à qui de droit.» Dans la salle de délibération, le wali a rassuré les contestataires : «Je vous promets que cette liste sera réétudiée minutieusement et par mes propres soins (...) Cette liste a été établie avant ma venue à la tête de cette Wilaya. Je vous promets que ne bénéficieront que des citoyens qui le méritent.»

Par ailleurs, les contestataires n'ont pas manqué de crier leur «ras-le-bol de ces pratiques qui réétournent au profit des possédants les bienfaits et les aides de l'Etat».

Ils nous ont cité le cas de cette jeune femme résidant dans une autre commune et à qui on a fait obtenir un emploi permanent et figurer son nom sur la liste des bénéficiaires, alors qu'elle roule en voiture personnel. Un autre citera le cas d'un commerçant de la ville qui a pignon sur rue et dont le nom figure sur la liste. Convaincue par les promesses du wali, la foule a commencé à se disperser vers midi.

Nous nous sommes rendu à l'hôpital pour rencontrer la personne qui a tenté de s'immoler. Selon son frère que nous avons trouvé à son chevet, il s'agit d'un ex-policier âgé de 34 ans, père de 2 enfants. «Nous sommes sept frères, tous mariés, à vivre dans la maison familiale et toutes les demandes que nous avons déposées depuis une dizaine d'années sont restées sans écho», a confié le frère du blessé.

Karim O.

BÉJAÏA

Un important réseau de trafic de cartes grises démantelé

Les enquêteurs de la Section de recherche de la Gendarmerie nationale de Béjaïa (SRGN) ont démantelé, ces dernières semaines, un important réseau de trafic de cartes grises spécialisé dans le poids lourd.

La filière est «très rusée et dangereuse» dit-on aux services de la Gendarmerie nationale, chargée de l'affaire, et beaucoup de têtes, notamment dans les milieux administratifs des wilayas de Béjaïa et d'Oran, ne tarderont pas à tomber et à répondre devant la justice des gravissimes charges retenues contre eux, notamment la confection frauduleuse de dossiers des camions ciblés par les services de sécurité. Selon des sources officielles, plus de 150 véhicules de gros tonnage ont été identifiés par les enquêteurs de la gendarmerie et les propriétaires, «victimes» de ce réseau, ont été, tour à tour, convoqués pour la restitution de leurs «biens», en attendant la décision de la justice.

Le réseau activait depuis plusieurs mois à partir de la wilaya d'Oran, où des camions, parfois acheminés d'El Ayoun (Polisario) dans divers cadres frauduleux, pour ensuite les céder «bon marché» à des revendeurs avec de vraies-fausse cartes grises, établies à la Drag d'Oran. L'essentiel des camions de gros tonnage ont été vendus dans la région de Béjaïa.

C'est sur la base d'informations fournies lors d'un contrôle de routine sur un convoyeur de marchandises faisant état de plusieurs cas de dossiers falsifiés sur ces engins

achetés du grand marché de véhicules d'Oran, et au terme d'une enquête approfondie de la SRGN de Béjaïa que le pot aux roses a été découvert.

L'affaire a été déjà instruite par le parquet et plusieurs personnes, notamment les acquéreurs de ces camions, ont été convoquées devant les juges d'instruction des différents tribunaux de la wilaya de Béjaïa afin de connaître les tenants et les aboutissants de cette filière spécialisée dans le trafic de véhicules et le faux et usage de faux de

documents administratifs. A noter que lors des portes ouvertes sur la Gendarmerie nationale tenues jeudi dernier dans la ville balnéaire de Melbou, à quelque 35 km à l'est de Béjaïa, en présence du commandant de la 5^e région de la GN, la section de recherche affiliée à ce corps de sécurité a brillé par sa présence avec des moyens modernes pour la lutte contre la criminalité et tous autres délits.

Ces mêmes enquêteurs ont réussi dans la foulée, selon la Gendarmerie nationale, à élucider les circonstances d'un crime parfait, commis il y a 14 ans, sur une jeune femme de 30 ans, disparue dans la région de Boulimat et retrouvée enterrée à Fennaïa, soit

près de 60 km plus loin. L'auteur du meurtre a été identifié, en attendant les résultats des tests ADN (demandés depuis plus de 2 ans par les enquêteurs) pour clore définitivement le dossier.

L'on a appris, par ailleurs, que ces professionnels de la gendarmerie de la recherche et avec les nouveaux moyens de logistiques mis à leur disposition, seraient en passe de boucler d'autres dossiers criminels, que la population locale attend avec impatience, comme les affaires du bijoutier du boulevard Amirouche, la jeune fille qui s'est jetée du 3^e étage d'un immeuble à Tala Ouriane après avoir été séquestrée...

Kamel Gaci

BOUMERDÈS

Création de brigades de gendarmes pour mineurs

La délinquance évolue et les services de sécurité doivent être à la page. Aussi, la gendarmerie ne veut pas rester en marge de cette évolution.

Après la mise en place de brigades spécialisées comme celles qui s'occupent de l'environnement, on verra bientôt dans huit wilayas (Alger, Blida, Oran, Annaba...) des brigades spécialisées dans la prise en charge des mineurs. «C'est une première étape, les autres régions du pays suivront graduellement», a déclaré le colonel Youssef Boulesenane, directeur des écoles et de la formation de la GN, lors de son passage à Sétif à l'occasion de la sortie d'une promotion de

sous-officiers et d'auxiliaires de la gendarmerie. Ces brigades des mineurs, sous le commandement d'un chef de brigade et d'un adjoint, comprendront six à huit éléments. Tous recevront une formation spécifique en relation avec les valeurs sociales de la famille algérienne, la psychologie, la législation régissant les mineurs, la notion de police de proximité, et les techniques d'audition et de communication.

Elles seront installées au niveau des groupements de wilaya. Selon le colonel, ces structures spécialisées seront systématiquement saisies lorsqu'un mineur est impliqué ou victime d'un acte répréhensible. Elles joueront également un rôle préventif en milieu juvénile.

Abachi L.

TLEMCCEN

Inauguration d'un nouvel hôtel Ibis

Un hôtel Ibis vient d'être inauguré par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, en présence du wali de Tlemcen et de Djilali Mehri, promoteur du groupe Siali.

Ce dernier, intervenant lors de la cérémonie d'inauguration, a mis en avant l'apport de cet hôtel 3 étoiles – d'un coût global de 10 millions d'euros – pour renforcer le potentiel infrastructurel de la chaîne Accor qui envisage, à court terme, de lancer un programme de réalisation de 30 hôtels du même genre à travers le territoire national. Le chef de l'exécutif s'est, quant à lui, félicité de l'engagement de M. T. Mehri pour la réalisation de ce joyau architectural.

De son côté, le ministre du Tourisme, Smaïl Mimoun, a déclaré que le gouvernement algérien est dans une phase cruciale, et il se doit d'accompagner toutes les initiatives promouvant des activités touristiques avec l'implication du secteur privé en citant l'exemple de l'hôtel Ibis de Tlemcen, d'une capacité de 125 chambres et répondant aux normes internationales.

Avec l'inauguration de cet hôtel, la wilaya de Tlemcen, qui dispose de plus de 3 000 lits actuellement, renforce ses capacités d'accueil. Le ministre du Tourisme assure réunir toutes les conditions de réussite aux différents promoteurs aussi bien nationaux qu'étrangers.

L'hôtel des Zianides, qui a fait l'objet de grands travaux de restauration, est aussi opérationnel. Non sans afficher sa satisfaction, le ministre a toutefois rappelé la nécessité d'offrir des prix raisonnables pour encourager le tourisme national.

M. Zenasni

SKIKDA

Arrestation de 2 voleurs cagoulés

Deux personnes, âgées de 24 et 30 ans, ont été placées, le 20 juin, sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près le tribunal de Skikda.

Le principal grief retenu à leur rencontre est vol qualifié, de nuit, et par effraction.

Les faits remontent au 12 juin, lorsque, agissant sur information, les éléments du 4^e arrondissement se sont déplacés sur les lieux où a été signalé un vol avec effraction. Selon un témoin oculaire, deux personnes cagoulées l'ont commis. Arrivant sur les lieux, les enquêteurs ont constaté les dégâts : 3 mobiles volés de la librairie, selon la confirmation du propriétaire. Après investigations, les policiers ont pu identifier les deux incriminés, des récidivistes notoires. Cela a été justement facilité par le fait que ces individus agissaient en recourant à la même méthode : le port de cagoules.

Z. Z.